

BERNARD OUDIN

L'anar et le canard

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme » proclamait en 1848 le *Manifeste du parti communiste*. Un demi-siècle plus tard, le spectre porte un autre nom : l'anarchie. Le communisme, on pense l'avoir éradiqué en massacrant les communards en 1871. Mais les possédants voient un nouveau danger se profiler avec les idées anarchistes et le passage à l'action violente : la « reprise individuelle », autrement dit le vol, la « propagande par le fait », autrement dit l'assassinat.

« Programme
des explosions »,
édition du 1er
mai 1892 de
La Dynamite,
journal
anarchiste
dirigé par
Ravachol,
© Roger-Viollet.

Au début, on ne s'inquiète pas trop. Il y a bien en 1881 l'assassinat du tsar Alexandre II et, en 1886, les émeutes de Chicago. Mais tout cela se passe loin, dans cette jeune et turbulente Amérique ou dans cette Russie arriérée où des prophètes chevelus et hallucinés, sortis des romans de Dostoïevski, et des jeunes filles fanatisées confectionnent des bombes dans de sombres sous-sols. Cette même Russie qui a été le terreau des idées anarchistes, de Netchaïev et Bakounine à Kropotkine.

Les choses se gâtent à l'orée des années 1890. Le mal gagne l'Europe, c'est-à-dire les pays civilisés, puisque, aux yeux des Européens, il n'y en a pas d'autres. Le choc est rude, d'autant qu'il s'inscrit dans un climat social qui se détériore. En France, le 1er mai 1891, la troupe ouvre le feu sur des manifestants à Fourmies et fait une douzaine de morts, dont un enfant. Un incident moins dramatique a lieu le même jour à Clichy. La manifestation terminée, des policiers veulent saisir une banderole à la terrasse d'un café. Une fusillade éclate, cinq policiers sont blessés par balles, trois manifestants arrêtés. À leur procès aux assises de la Seine en août 1891, le procureur général Bulot n'hésite pas à requérir la mort pour les trois accusés. La Cour est plus clément : cinq ans pour l'un, trois pour l'autre, le troisième acquitté.

Le manifeste, la manif, l'attentat

L'affaire n'est pas finie pour autant. Le 11 mars 1892, un homme dépose un paquet sur le palier d'un appartement du 136 boulevard Saint-Germain. L'explosion fait beaucoup de dégâts, mais pas de victimes. Il est clair que l'attentat vise le président Benoît qui a jugé l'affaire de Clichy... même si le poseur de la bombe s'est trompé d'étage. Quinze jours plus tard, une autre explosion ravage l'immeuble du 39 rue de Clichy, où habite le procureur Bulot. Il y a des blessés, mais le procureur n'en fait pas partie.

Par ses indicateurs, la police identifie l'auteur des attentats. Il s'appelle Ravachol. Cet anarchiste maladroit n'a réussi qu'une chose : son nom, qui claque comme un défi et semble sorti d'un roman populaire. Et pourtant, il ne l'a pas inventé. Certes il s'appelle pour l'état-civil Koenigstein, mais Ravachol est le nom de sa mère. Il se fait prendre aussi bêtement qu'il a agi. Au restaurant Véry, boulevard Magenta, où il a ses habitudes, il tient des propos séditionnels, tant et si bien qu'un des serveurs le reconnaît et prévient la police. Le 30 mars, il est arrêté au moment où il sort du restaurant

Cette arrestation fournit au supplément illustré du *Petit Journal* le sujet

d'une de ses célèbres couvertures. On y voit quatre policiers, deux en uniforme et deux en redingote et chapeau haut de forme, maîtrisant le forcené. *Le Petit Parisien* illustre le même événement avec davantage de personnages, mais la scène a moins de force dramatique que celle du *Petit Journal*. Aujourd'hui encore les collectionneurs sont plus intéressés par les suppléments du *Petit Journal* que par ceux de son rival.

La presse populaire de l'époque va offrir aux anarchistes une formidable caisse de résonance. Et réciproquement. La presse populaire est déjà vieille de trente ans. Son véritable créateur en France s'appelle Moïse Millaud. Il est moins connu qu'un Emile de Girardin ou qu'un Villemessant et c'est un tort. Parti de rien mais intelligent, débrouillard, imaginatif, entreprenant, dépourvu de tout sens moral, sa carrière rappelle celle de ses confrères américains. Il a débuté dans la feuille de chou à chantage, s'est essayé à diverses formules et a finalement créé en 1863 *Le Petit Journal* au moment où Hippolyte Marinoni met au point sa rotative capable d'imprimer 20 000 exemplaires à l'heure.

Millaud casse les prix et vend *Le Petit Journal* 5 centimes. C'est un seuil psychologique puisque, à l'époque, on compte encore en sous et que 5 centimes = 1 sou. Pour gagner son pari, il lui faut vendre beaucoup, car les rentrées provenant des annonces et de la réclame sont encore faibles. Il joue sur la multiplication des kiosques, une armée de crieurs sur les trottoirs, et surtout sur le contenu : pas de politique, rien que des « faits divers » – il semble que ce soit lui qui ait inventé le terme – et des feuilletons. Du sensationnel, du sanglant, à l'occasion de l'égrillard. « Je revendique le droit à l'imbécillité ! », claironne-t-il. Lors de son lancement, son premier feuilleton est le *Rocamboles* de Ponson du Terrail. En 1870, l'affaire Troppmann, bien exploitée, lui permet d'atteindre un tirage record de 900 000 exemplaires.

Millaud meurt en 1871 mais ses successeurs reprennent la formule, rapidement imitée par *La Petite Presse* et surtout *Le Petit Parisien* de Jean Dupuy. (Remarquons au passage la prédilection des journaux de l'époque pour tout ce qui est « petit ». Le phénomène est plus répandu encore en province, du *Petit Bleu des Côtes-du-Nord* au *Petit Réveil de Seine-et-Oise*). À cette presse populaire qui ne néglige rien pour séduire le public, il ne manque qu'un dernier attrait : l'image. Les dessins sont rares, souvent maladroits, en noir et blanc, car la couleur est encore trop chère.

Tout va changer lorsqu'en 1890 Marinoni, encore lui, améliore les performances de ses rotatives, qui peuvent désormais imprimer des illustrations en quadrichromie. *Le Petit Journal*, bientôt imité, lance alors un supplément

hebdomadaire illustré, vendu lui aussi au prix de 1 sou. Ce supplément a huit pages, mais seules deux d'entre elles, la première et la dernière, sont illustrées. Certains sujets sont neutres – cérémonies officielles, réception de chefs d'Etat étrangers – mais, chaque fois que l'actualité s'y prête, on préfère les catastrophes, les crimes, les faits divers dramatiques ou pittoresques où les dessinateurs peuvent donner libre cours à leur imagination et à leur goût de la grandiloquence.

1890, premier supplément illustré. 1892, premiers attentats anarchistes. La concomitance des dates est si étonnante qu'on serait tenté d'y voir davantage qu'une coïncidence. En tout état de cause, les deux phénomènes tirent parti l'un de l'autre. Des dessins spectaculaires pour des actions qui sont la forme la plus achevée de la « politique-spectacle ».

Drapeau noir en quadrichromie

Et le spectacle continue. Bénéficiant d'une publicité inattendue, le modeste restaurant Véry devient l'endroit à la mode. Malheureusement, le spectacle comporte un *bis* : un disciple de Ravachol y lance une bombe qui tue le patron et un client.

Devant les Assises de la Seine, Ravachol revendique son acte, affirmant avoir voulu « forcer la société à jeter un regard sur ceux qui souffrent ». Il sauve sa tête. Mais il est ensuite jugé et condamné à mort à Montbrison pour des crimes de droit commun beaucoup moins reluisants. Il a violé la sépulture de la baronne de Rochetaillée – encore un nom qui semble sortir d'une pièce de Labiche – pour dérober des bijoux... qui n'y étaient pas. Il a tué un vieillard et sans doute quatre autres personnes, chaque fois pour un butin minable. Du coup, certains militants commencent à trouver le personnage encombrant et cherchent à s'en démarquer. Mais son exécution lui redonne l'auréole du martyr. Des images le représentent comme un personnage de vitrail sur fond de guillotine. Et sur l'air de *La Carmagnole*, on chante *La Ravachole* :

Dansons la Ravachole, vive le son, vive le son!

*Dansons la Ravachole, vive le son d'explosion!*¹

Un son qu'on entend à nouveau le 8 novembre 1892, quand on découvre une marmite en fonte au siège de la Compagnie des mines de Carmaux, avenue de l'Opéra. Le concierge a la mauvaise idée de l'emmenner au commissariat de la rue des Bons-Enfants, où elle explose : quatre morts. La po-

1. Voir la partition reproduite en page 125 de ce numéro.

lice suspecte un certain Emile Henry mais, faute de preuves, renonce à cette piste. À tort.

Un an plus tard jour pour jour, le 8 novembre 1893, c'est en Espagne que se produit le pire de tous les attentats anarchistes. Au Théâtre du Liceo, à Barcelone, pendant une représentation, la lutte des classes prend une forme inédite : une bombe est lancée du poulailler sur les fauteuils d'orchestre, faisant un carnage : vingt-deux morts, tués par l'explosion ou piétinés par la foule prise de panique. Le lanceur de la bombe, Santiago Salvador, sera arrêté et garrotté.

Un mois plus tard, l'actualité se focalise à nouveau sur Paris. Le 9 décembre, depuis les tribunes du Palais-Bourbon, l'ouvrier Auguste Vaillant lance sur les députés en séance une gamelle bourrée de poudre et de clous qui explose en plein centre de l'hémicycle. Pas de morts, mais de nombreux blessés. Pour cet attentat comme pour celui du Liceo, les suppléments illustrés font assaut d'images fracassantes. En enjolivant la réalité. Ainsi, au Palais-Bourbon, a-t-on applaudi le président Charles Dupuy qui, une fois les blessés évacués et le calme revenu, a déclaré sobrement : « Messieurs, la séance continue ! ». Les images en donnent une version héroïque. On y voit en même temps l'éclair de l'explosion, les blessés se tordant de douleur et Charles Dupuy agitant sa sonnette et prononçant sa phrase devenue historique. C'est ainsi qu'on écrit l'Histoire, ou plutôt qu'on la dessine.

Vaillant se défend d'avoir voulu tuer qui que ce soit, mais il n'en est pas moins guillotiné le 5 février 1894. Si c'est pour l'exemple, l'exemple ne sert à rien. Une semaine plus tard, le jeune Emile Henry, 21 ans, l'auteur de l'attentat de la rue des Bons-Enfants, lance une bombe sur les consommateurs du Café Terminus, gare Saint-Lazare. Un mort et de nombreux blessés. Rattrapé par des passants, Henry sera guillotiné. L'escalade est inquiétante : Ravachol visait des magistrats directement impliqués, Vaillant la masse des députés, de gauche comme de droite, Emile Henry des consommateurs anonymes, qu'il haïssait parce qu'ils étaient « satisfaits de l'ordre social et donc complices du gouvernement ». Autre constatation peu rassurante : Ravachol était un marginal, Vaillant un ouvrier, Henry a été admissible à Polytechnique...

Les attentats aveugles continuent pendant un temps. Le cordonnier anarchiste Léauthier choisit un inconnu qui dîne au Bouillon Duval simplement parce qu'il est décoré et le frappe de son tranchet. « C'est l'instrument de travail qui se venge ! » déclare-t-il. Le 19 février 1894, une fausse lettre de suicide attire des policiers dans un meublé de la rue Saint-Jacques. Ils enfoncent la porte de la chambre et la bombe explose, tuant le propriétaire de

l'hôtel. On saura plus tard que l'auteur de ce piège original est un anarchiste belge, Pauwels, le même qui, le 15 mars, meurt dans l'explosion de la bombe qu'il transporte dans l'église de la Madeleine. Explosion prématurée ou déjà attentat-suicide ?

On imagine l'effet de ce terrorisme aveugle sur le Français moyen et même sur l'ouvrier. Comment les anarchistes ont-ils pu espérer « secouer » l'opinion publique au point de la convertir au renversement de la société ? Mais pour un fanatique, être démenti par les faits est une preuve de plus qu'il a raison. Si les victimes de la société refusent de se révolter, elles sont les complices de leurs oppresseurs et méritent de mourir comme eux.

La classe politique, elle, est ravie. C'est à l'automne 1892 qu'a éclaté le scandale de Panama, qui empoisonne encore l'atmosphère politique. Des parlementaires de tous bords sont compromis et l'opinion se déchaîne contre les « chéquards », qui ont touché des chèques de la Compagnie de Panama. À l'époque, une des couvertures les plus célèbres du *Petit Journal* représente Clemenceau dansant la gigue en jonglant avec des sacs d'or. La bombe de Vaillant donne des parlementaires une image plus gratifiante, celle de soldats combattant en première ligne, blessés au service du devoir...

Provoquer et propager

Au lendemain de l'attentat, le gouvernement dépose un projet de loi sanctionnant « la provocation *indirecte* au crime ». Deux autres lois allaient suivre, punissant tout acte de propagande anarchiste et « la simple entente en vue d'accomplir un acte criminel, même si ce dernier n'a pas eu lieu ». Votées à une écrasante majorité à la Chambre et à l'unanimité au Sénat, elles seront taxées de « lois scélérates » et combattues par la gauche libérale, qui y voit une atteinte à la liberté de la presse et une remise en cause des acquis de la loi du 27 juillet 1881. Pourtant, même les hommes de gauche les plus hostiles aux « lois scélérates », y vont de leur condamnation sans nuance des anarchistes. Jules Guesde, chef de file de l'extrême gauche du parti socialiste, dit des attentats anarchistes qu'ils sont « en dehors de l'humanité ». Pas moins.

Les anarchistes n'ont-ils donc aucun appui ? Si, ils en ont quelques-uns. Un peu dans les milieux populaires, plus souvent dans certains milieux bourgeois et intellectuels. Quelques-uns, comme le géographe Elisée Reclus, se convertissent même carrément à la cause de l'anarchie. D'autres obéissent

à un réflexe non-conformiste et anti-bourgeois, voire à un simple mouvement de curiosité. Restent les deux motivations principales. La première est la compassion devant les conditions de vie miséreuses des classes populaires pendant ce qu'on appellera « la Belle Époque ». Tous ceux dont le cœur penche du côté des faibles et des opprimés ne peuvent s'empêcher d'une certaine compréhension pour les anarchistes. C'est le cas, parmi les journalistes, de Séverine, que ses détracteurs surnomment ironiquement « Notre-Dame de la larme à l'œil ».

Seconde motivation : beaucoup de gens sont choqués par la férocité de la répression. La condamnation à mort de Vaillant, en dépit d'une belle plaidoirie de Labori, focalise toutes les critiques. Ce pauvre garçon, père d'une petite fille, Sidonie, a tout raté dans la vie. Sa bombe est une « bombinette » qui n'a tué personne. Peut-être même a-t-il été manipulé par la police. Un journal aussi peu suspect de sympathie pour les anarchistes que *Le Figaro* fait campagne pour la grâce et ouvre une souscription en faveur de la petite Sidonie. Mais le président du conseil Casimir-Périer fait pression sur Sadi Carnot qui refuse la grâce. L'extension de la répression aux sympathisants et aux intellectuels choque également les libéraux. Le cas le plus emblématique provoquera des manifestations violentes dans l'Europe entière en 1909 : après une révolte ouvrière à Barcelone, passée à l'Histoire sous le nom de « semaine sanglante », le gouvernement fera arrêter Francisco Ferrer, un intellectuel franc-maçon, fondateur de l'*Escuela moderna* qui a l'audace de proposer un enseignement « scientifique et rationnel ». L'archevêque de Barcelone dénoncera Ferrer comme « moralement responsable des émeutes » et il sera fusillé à la forteresse de Montjuich.

On n'en est pas encore là dans la France de 1894, mais le gouvernement s'inquiète. Quand la police a perquisitionné au siège du journal anarchiste *La Révolte*, elle a relevé dans la liste des abonnés les écrivains Alphonse Daudet, Anatole France et Octave Mirbeau, les poètes Stéphane Mallarmé et Leconte de Lisle, les peintres Paul Signac et Camille Pissarro. On se garde bien de s'en prendre à eux, mais on traîne devant les tribunaux une fournée de sympathisants. Le « procès des Trente », en août 1894, tourne à la confusion du gouvernement. Un des accusés, le critique d'art Felix Fénéon, collaborateur de *La Revue blanche*, domine les débats par son ironie cinglante. Incident d'une teneur très 1900, le procureur général Bulot – le même qui avait requis la mort contre les anarchistes de Clichy – demande une interruption de séance pour se laver les mains : on vient de lui remettre un pli contenant des matières fécales... Commentaire de Fénéon : « Depuis Ponce-Pilate, on ne

s'était pas lavé les mains avec autant de solennité ! » Le procès s'achève par un acquittement général.

Les anarchistes trouvent aussi une relative indulgence dans les milieux d'extrême-droite. Faut-il s'en étonner ? Des aristocrates comme la duchesse d'Uzès, qui fut proche de Boulanger, des polémistes comme Edouard Drumont ou François Coppée partagent avec les anarchistes la haine de la République bourgeoise et le mépris des parlementaires. Des gens capables de lancer des bombes sur la Chambre des députés ne peuvent pas être entièrement mauvais...

Reste un cas à part, celui du polémiste et écrivain Laurent Tailhade, qui cultive la provocation au point d'affirmer en décembre 1893, après l'attentat de Vaillant : « Qu'importent les victimes si le geste est beau ! Qu'importe la mort de vagues humanités si, par elle, l'individualité s'affirme ! ». Le 4 avril 1894, un anarchiste dépose une bombe sur une fenêtre du restaurant Foyot, en face du Sénat. Un des clients reçoit la charge en plein visage et perd un œil. C'est Laurent Tailhade. La réalité dépasse la fiction, on le savait déjà.

Attentat ciblé, attentat aveugle

Cet attentat est un des derniers commis « à l'aveugle ». Du moins en France, car à Barcelone encore, en juin 1896, un anarchiste lancera une bombe sur une procession de la Fête-Dieu, tuant onze personnes, dont sept ouvriers. Ce sera désormais l'exception. Finissant par comprendre l'impopularité de pareils gestes, les anarchistes en reviennent à leurs cibles préférées, les chefs d'État et les têtes couronnées.

Impossible de recenser tous les attentats ratés, tant ils sont nombreux. Même en se limitant aux actions réussies, le tableau de chasse est impressionnant. Le 24 juin 1894 à Lyon, le président de la République Sadi Carnot est tué d'un coup de couteau par un anarchiste italien, Caserio. En 1897 à Santa Agueda, dans le Pays basque, le Premier ministre espagnol, Canovas del Castillo est abattu par un autre anarchiste italien, Miguel Angiollilo. En 1898, l'impératrice Elizabeth d'Autriche est poignardée sur un quai de Genève. Cette fois encore l'assassin est un Italien, Luigi Luccheni. Mais les Italiens frappent aussi chez eux : en 1900, à Monza, le roi Umberto tombe sous les balles de Gaetano Bresci, qui se suicidera dans sa cellule. En 1901, à Buffalo, le président des États-Unis McKinley est abattu par l'anarchiste polonais Leon

Gzolgosc, qui mourra sur la chaise électrique.

Attentat raté, mais spectaculaire, en 1906 à Madrid, à l'occasion du mariage du jeune roi d'Espagne Alphonse XIII. Sur la Calle Mayor, l'anarchiste Matteo Morral lance sur le carrosse une bombe dissimulée dans un bouquet de fleurs. Le couple royal est indemne, mais il y a vingt-six morts. Les souverains du Portugal ont moins de chance : en 1908, le roi Don Carlos et son fils aîné le duc de Bragance sont assassinés à Lisbonne. C'est bien le seul attentat qui parvient à déstabiliser le régime en place. Le trône échoit au fils cadet du roi, Don Manoel qui, à dix-huit ans, s'intéresse davantage aux attraits de Gaby Deslys qu'à ceux du pouvoir : il sera déposé deux ans plus tard, mettant fin à la dynastie des Bragance.

Passant du régicide au banditisme de droit commun, justifiant les actions les plus crapuleuses par la théorie fumeuse de la « reprise individuelle », les anarchistes font faire parler d'eux une dernière fois au début des années 1910. Deux affaires retentissantes survenues coup sur coup, à Londres et à Paris, mettront le comble à leur discrédit.

À Londres, dans la nuit du 16 décembre 1910, un policier faisant sa ronde entend des bruits suspects dans une bijouterie de Houndsditch, une artère de l'East End. Il alerte ses collègues, qui surviennent au moment précis où les cambrioleurs sortent de la bijouterie. Ceux-ci tirent aussitôt sur ces policiers non armés. Trois d'entre eux sont tués.

Les malfaiteurs ont fui. Un seul a été blessé dans le dos... par un de ses complices maladroits. Le médecin qui le soigne dans un immeuble de Commercial Street le signale à la police, qui ne retrouvera que son cadavre. On l'identifie : c'est un anarchiste russe nommé George Garstein. La piste anarchiste, fébrilement exploitée, aboutit à un Letton du nom de Peter Piatkov, dit Peter-le-peintre car, entre deux cambriolages, il exerce la profession de peintre en bâtiments.

Avant d'évoquer la fin de Peter-le-peintre, quelques mots de l'affaire qui éclate à Paris un an plus tard. Elle débute le 21 novembre 1911 par l'agression d'un encaisseur, rue Ordener. Elle se poursuit par l'assassinat d'un agent de police devant la gare Saint-Lazare, le 27 février 1912, et par l'attaque de la succursale de la Société Générale à Chantilly le 25 mars. Deux traits communs : la froide férocité des criminels qui tirent sans sommation sur leurs victimes (trois morts à Chantilly) ; le fait qu'à chaque fois ils se soient servis d'une automobile, à une époque où même la police n'en possède pas. Ce détail frappe l'opinion, qui les baptise « les bandits en automobile ». Mais bientôt ils sont identifiés et il n'est plus question que de la « bande à Bonnot »,

sans qu'on ait jamais su si Bonnot était vraiment leur chef. Ces hommes agissent en criminels de droit commun, mais la plupart ont des attaches avec les milieux anarchistes. Certains par idéalisme, d'autres, plus pragmatiques, attirés par les « planques » du réseau. Au procès final des survivants de la bande figure, à titre de comparse, un jeune journaliste Russe nommé Kibaltchiche. Il sera condamné à cinq ans et suivra ensuite, sous le nom de Victor Serge, un curieux itinéraire qui l'amènera jusqu'aux gèoles de Staline.

Plusieurs membres de la bande sont arrêtés, dont trois seront guillotins. Le mythe sanglant de la bande à Bonnot connaît son apogée le 24 avril lorsque le sous-chef de la Sûreté, M. Jouin, effectuant en personne un contrôle de routine dans une maison d'Ivry, se trouve nez-à-nez avec Bonnot qui le tue à coups de revolver et parvient à s'enfuir.

La couverture journalistique des exploits de la bande à Bonnot ressemble beaucoup à celle des attentats des années 1892-94. Là encore, beaucoup de dessins. Les plus célèbres sont celui du *Petit Journal* représentant Bonnot assassinant M. Jouin, et celui de *L'Illustration* après l'affaire de Chantilly. On y voit, sur l'auto des bandits qui s'éloigne, se refléter l'image dérisoire d'un gendarme zélé qui tente de les poursuivre à cheval.

Filmer la terreur

Mais un nouveau venu va s'inviter : le cinématographe. Celui-ci a fait des progrès si rapides qu'il existe déjà des actualités cinématographiques qu'on projette en première partie de séance, avant le grand film. Or les dénouements des deux affaires de Londres et de Paris sont filmés et projetés sur tous les écrans du monde.

À Londres, le 2 janvier 1911, Peter Piatkov et un de ses complices sont localisés dans un immeuble du 100 Sidney Street, une rue de Whitechapel. Les policiers s'y présentent, cette fois bien armés, mais essuient aussitôt une fusillade. On fait évacuer l'immeuble et on commence un siège en règle qui dure toute la matinée. On fait venir les *Scots Guards* de la Tour de Londres, des cameramen montent sur les toits. Aujourd'hui encore, les images montrant l'incendie de l'immeuble sont impressionnantes. On ne permet aux pompiers d'intervenir que lorsque le feu menace de s'étendre aux immeubles voisins. Des deux hommes, on ne retrouve que des cadavres carbonisés.

En France, le 28 avril 1912, Bonnot et un de ses complices sont repérés dans un garage de Choisy-le-Roi. Là aussi le siège est long et laisse aux ca-

meramen tout loisir de travailler. On verra un lieutenant du Génie, protégé par une charrette de foin, s'approcher du garage, déposer de la dynamite et s'éloigner. Deux tentatives échouent, la troisième est la bonne, l'explosion détruit le bâtiment. Bonnot déjà mourant est emmené sous les huées d'une foule énorme.

« La Justice
poursuivant le
crime »

Pour l'anecdote, on remarque dans les images prises à Londres la présence au premier rang d'un personnage en chapeau haut-de-forme qui n'est autre que le ministre de l'Intérieur. Fait qui serait banal aujourd'hui, mais qui fut perçu à l'époque comme une faute de goût. « Je comprends la présence du photographe, déclara Balfour aux Communes, mais pas celle du *Home Secretary* ». Ce ministre s'appelait Winston Churchill et on mit son geste au compte de sa jeunesse et de son caractère imprévisible. Mais peut-être cet homme clairvoyant avait-il compris avant tout le monde que l'on était entré dans l'ère des médias.

(le gendarme
à cheval se
réflétant dans
la carrosserie
de l'auto-
mobile des
bandits),
L'Illustration
du 30 mars
1912.

Bernard Oudin est journaliste et écrivain.